



ÉDITORIAL

Par Laurent Mouloud

Blanquer et l'effet boomerang

La fin de l'arrogance pour Jean-Michel Blanquer ? Depuis sa prise de fonction, le ministre de l'Éducation nationale a revêtu l'uniforme de l'habile manoeuvrier. Usant d'un redoutable savoir-faire médiatique, ce proche du très libéral institut Montaigne a su imposer, au grand dam des représentants syndicaux, son train de réformes droitières et autoritaires, tout en conservant une relative mansuétude de l'opinion publique. Mais voilà. La belle mécanique, si appréciée du président Macron qui l'avait désigné comme son meilleur ministre, semble bel et bien s'enrayer face à la contestation qui surgit dans le monde de l'éducation.

Les signes alarmants se multiplient pour le locataire de la rue de Grenelle. Le 19 mars, les enseignants ont été exceptionnellement nombreux à se mettre en grève. 40 % des profs du primaire, soit le taux le plus haut depuis 2017. Ce samedi, rebelote, une large intersyndicale battra le pavé contre la réforme du lycée et la loi Blanquer, tandis que des organisations

appellent déjà à une nouvelle journée de grève le 4 avril. Enchaînement spectaculaire. Auquel s'ajoute, ces dernières semaines, une multitude d'actions de « désobéissance » d'enseignants qui démissionnent de leur fonction de prof principal, mettent 20/20 à tous les élèves ou boycottent des conseils de classe...

Le ministre n'a que mépris et autoritarisme à offrir aux personnels.

Même le SE Unsa, syndicat au départ favorable à la réforme du lycée, s'est désolidarisé du ministre !

Jean-Michel Blanquer, s'il est aussi pragmatique qu'il le dit, ne peut ignorer ce profond malaise. Et doit bien constater que la « confiance », qu'il appelle de ses vœux sur les plateaux télé, se délite un peu plus chaque jour auprès des personnels. Selon un récent sondage, seuls

4 % des profs estiment que la réforme du lycée, qu'ils sont pourtant chargés d'appliquer, va dans le bon sens. 4 %... Difficile de faire pire.

En vérité, cette contestation n'a rien d'une surprise. Elle couve depuis le départ. En matière de dialogue social, Jean-Michel Blanquer s'inscrit dans la droite ligne de son ami Laurent Bigorgne, patron de l'institut Montaigne, qui considère les syndicats enseignants comme « un milieu où les archéos pèsent beaucoup et ne veulent aucun vrai changement ». Le ministre n'avait donc que mépris et autoritarisme à offrir aux représentants syndicaux. Et finalement à l'ensemble des personnels qui, au lieu d'une construction commune, voient depuis des mois les réformes libérales – et les restrictions budgétaires qui les accompagnent – tomber sur eux avec la verticalité d'un parpaing. Un tel dédain ne peut que revenir en boomerang à son auteur. Un si bon élève du gouvernement ne devrait pas l'ignorer. ●